

La politique ou l'art des leurres

JEAN-PAUL DELÉAGE

Leurrer, « attirer par quelque espérance pour tromper » selon le Littré. La question mérite d'être posée : en ce début de siècle, la scène politique ne serait-elle pas encore dominée par l'art des leurres ? Fin 2009, nous avons eu Copenhague, censée contenir le réchauffement climatique dans des limites supportables et dont le président Nicolas Sarkozy avait péremptoirement affirmé : « *Ce sera Copenhague ou rien* ». Ce ne fut rien.

Business and biodiversity ?

Un an plus tard s'est tenue au Japon la conférence de Nagoya censée prémunir les Terriens de l'effondrement de la biodiversité, grande messe rassemblant quelque 18000 participants accourus de 193 pays. Quelques engagements ont été enregistrés à Nagoya, dont le plus notoire est sans doute l'extension des zones protégées de la planète. Avant la conférence, elles couvraient 10 % des surfaces terrestres et un peu moins de 1 % de celles de l'océan mondial. Le compromis de Nagoya porte à 17 % et surtout à 10 % les parts respectives des aires protégées terrestres et océaniques. À quoi il faut ajouter l'accord pour la création de l'IPBES (International Platform on Biodiversity and Ecosystem Service). Il s'agit d'une plate-forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les écosystèmes, l'équivalent du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). La 65^e session de l'Assemblée générale des Nations unies vient de donner son feu vert le lundi 10 décembre à la création de ce groupe international sous l'égide du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) sur le modèle mis en place pour le GIEC dès 1998.

Ces engagements ont été largement affichés comme des succès pour « la gouvernance mondiale de l'environnement », mais la plupart d'entre eux connaîtront des interprétations controversées en fonction des intérêts nationaux et surtout économiques et financiers escomptés par les grandes firmes qui se sont exhibées sans pudeur à l'occasion de Nagoya. Les résultats de la conférence ne seraient alors qu'un leurre de plus destiné à masquer l'absence de volonté politique pour préserver les fondamentaux de la vie sur Terre. Ce leurre est celui de la creuse rhétorique environnementale, déployée une fois encore *ad nauseum*, mais sous la bannière cette fois de grandes entreprises dont les engagements philanthropiques en faveur de la planète sont bien connus des amateurs de spots télévisés : BASF par exemple, numéro un mondial de la chimie, et pour la France, des champions de l'investissement socialement responsable (ISR) comme Areva, Total, ou encore Veolia. Nous avons cependant été prévenus, en France, puisque le 19 octobre s'étaient réunis, sous les ors du prestigieux Muséum national d'histoire naturelle à Paris, les dits

champions du développement durable pour un colloque bien nommé *Business and biodiversity*¹.

Par exemple, quelle sera en Europe l'autorité politique qui s'engagera pour la protection des ressources halieutiques ou agricoles ? Alors que persiste une politique dominée par l'extension des subventions multiples à la pêche industrielle et à l'agriculture intensive, et cela en dépit d'une connaissance scientifiquement bien documentée des effets écologiques et sociaux délétères de ces activités, pourquoi ne pas avancer dès maintenant des solutions politiques s'inspirant des approches anthropologiques de terrain prônées par Elinor Ostrom² ?

Ce professeur de sciences politiques, spécialiste de la gestion des biens communs, a partagé en 2009 le prix Nobel d'économie avec l'économiste Oliver Williamson. Ses travaux, comme le rappelle Alice Le Roy dans ce numéro d'*Écologie & Politique*, tendent à démontrer que les biens communs au sens traditionnel (pâturages, zones de pêche), mais aussi contemporain (climat, connaissance), « peuvent échapper à la surexploitation si ceux qui sont directement concernés par leur utilisation mettent au point des mécanismes institutionnels pour les gérer³ ».

Marketing gouvernemental contre urgence climatique

Autre leurre, celui déployé lors de la conférence de Cancun sur le climat, réunie avec un seul objectif, celui de faire oublier le fiasco de Copenhague. De ce point de vue, l'accord conclu à Cancun est bien un leurre puisque son unique vertu est celle d'exister et qu'un nouvel échec aurait été désastreux en termes d'image pour tous les gouvernements. Conférence à grand tapage pour quel résultat ? Qu'on en juge : aucun objectif contraignant en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) ; pour les pays développés, aucun autre objectif que ceux, dérisoires, de Copenhague. Il convient de rappeler que les engagements pris à Copenhague se solderaient par une hausse de la température terrestre moyenne de 4 °C d'ici 2100, alors qu'une hausse dépassant 2 °C consacrerait un désastre écologique et social d'une ampleur inédite pour des centaines de millions d'êtres humains.

Si l'on examine par exemple le cas des États-Unis, premier émetteur de la planète de CO₂ par habitant, ils ne tiendront même pas leurs promesses minimalistes de Copenhague, le Sénat conservateur ayant repoussé la loi sur le climat proposée par Barack Obama⁴ ; l'Union européenne, minée par les oppositions internes, est dans l'incapacité totale de relancer toute dynamique vertueuse ; la triade Japon-Russie-Canada s'est opposée à toute nouvelle réduction des émis-

1. A. Sinaï, « Le faux nez de la biodiversité », *Le Monde diplomatique*, décembre 2010.

2. E. Ostrom, *La gouvernance des biens communs. Pour une nouvelle approche des ressources naturelles*, De Boeck, Bruxelles, 2010.

3. Entretien avec Elinor Ostrom, « Plaidoyer pour la complexité », *infra* p. 111-121.

4. C. Lesnes, « Climat, l'objectif américain contesté au Congrès. Les républicains s'opposent à la baisse, par voie réglementaire, de 17 % des gaz à effet de serre », *Le Monde*, 12 janvier 2011. En décembre, quatre sénateurs républicains avaient déjà adressé une missive à Hillary Clinton lui enjoignant de ne pas verser les trois milliards de dollars que Washington avait promis au titre de « *fast start* », au motif que les preuves avancées par le GIEC « sont exagérées ou simplement fausses ».

sions dans le cadre du protocole de Kyoto, prétendu contraignant pour les pays industrialisés ; quant aux grands pays émergents, comme la Chine et l'Inde, ils envisagent pour la première fois la possibilité de vérification de leurs actions en faveur du freinage d'un réchauffement désormais reconnu comme inéluctable ! S'agissant de la création à partir de 2020 d'un Fonds climat vert de 100 milliards de dollars annuels pour aider les pays pauvres à s'adapter au changement (ce qui constitue d'ailleurs l'aveu tacite de l'acceptation du réchauffement), la méthode pour abonder ce fond du premier centime n'est évoquée dans aucun document émanant de Cancun ! Les gouvernements ont donc déployé leur grand art du marketing dans la fabrication de leurres pour faire accroire à une supposée volonté de déployer une stratégie politique qui ne serait d'ailleurs autre que celle du laisser-faire.

La question est trop grave pour simplement se gausser de la propagande en faveur des petits gestes pour sauver la planète (éteignez la lumière en quittant une pièce ou bien fermez le robinet entre deux brossages de dents), entre deux pubs pour le papier recyclé ou bien l'achat de voitures faibles émettrices de carbone. Car cette propagande-là et ces réclames aussi sont des leurres au regard de la gravité de la « criminalité carbone » qui sévit en Europe depuis plusieurs années déjà et que douaniers et policiers évaluent d'ores et déjà au sein de l'Union à au moins 5 milliards d'euros seulement pour la fraude à la TVA des quotas⁵.

Le marché du carbone, nouvelle cible des mafiosi européens

Avec les scandales récurrents de l'accumulation des déchets dans la banlieue de Naples, on connaissait l'emprise de la mafia sur le marché des ordures en Italie. La pieuvre étend désormais ses activités tentaculaires au marché européen du carbone. L'affaire est peu connue car toute publicité donnée à la fermeture express du marché italien du CO₂ début décembre 2010 aurait en effet voilé de noir le leurre de la conférence de Cancun. Et pourtant, le petit marché italien du carbone connaissait depuis plusieurs mois une croissance florissante. Qu'on en juge : en juillet 2009, 500 tonnes auraient été échangées par séance, 35 000 tonnes en septembre de la même année, avant de passer un million de quotas par jeudi en juillet 2010. Pour le seul jeudi 25 novembre 2010, le montant échangé atteint le sommet de 3,5 millions de tonnes. « *Pour les anciens [sic] de la finance carbone, le diagnostic ne faisait plus guère de doute : volumes énormes + prix faibles = fraude à la TVA⁶.* » La Guardia di Finanza, police financière italienne, soupçonne aujourd'hui la mafia d'avoir tout simplement détourné à son profit 500 millions d'euros du marché du carbone européen.

Et voici que l'on peut commencer à écrire l'étonnante saga des détournements de fonds en Europe à partir du trafic frauduleux des permis d'émission du carbone. Ainsi, Ioula Timochenko, l'ancienne égérie de la révolution orange en Ukraine est suspectée d'avoir détourné 300 millions d'euros de crédits d'émission ukrainiens avec la complicité de son ex-ministre de l'Environnement. Ioula

5. Voir l'éditorial de *L'Usine à GES*, n° 73, décembre 2010.

6. A. Tilly, « Le carbone a la côte. Camorra du jeudi », *L'Usine à GES*, n° 73, décembre 2010.

est pour l'instant assignée à résidence à Kiev. Quant aux États, ils sont eux-mêmes sur la sellette, comme la Hongrie qui a vendu deux fois les mêmes droits. Et sur certains marchés, estime Europol, « 90 % des échanges seraient purement et simplement bidons⁷ ». On peut ainsi constater que l'institution d'un marché de permis d'émission de CO₂, précisément en Europe, dans le cadre du Système communautaire d'échange des quotas d'émissions (SCEQE) qui concerne six gaz à effet de serre, est un leurre « double » dans la mesure où non seulement il n'entraîne aucune baisse significative des émissions, mais de plus engendre une nouvelle espèce d'escrocs qui réalisent l'exploit d'accumuler des richesses illicites en échangeant tout simplement du vent !

Cet édifice complexe, fonctionnant au propre comme au figuré comme une véritable usine à gaz, repose sur un corpus de légitimation d'inspiration néoclassique⁸, en vertu du consensus selon lequel, dans le champ de l'environnement, tout peut et doit se mesurer par un prix sur un marché dont l'État est tout à la fois l'organisateur et le garant. Premier coup de force, puisque la réalité de l'environnement n'a pas de prix, l'État va s'employer à lui en donner un. Et second coup de force, puisque seul le marché peut donner un prix aux choses, l'État va créer ce marché. Il s'agit à cette fin d'imaginer que les biens environnementaux communs sont épuisés parce que livrés à l'avidité de la consommation de tous, hors contrôle. Telle est la « robinsonnade » imaginée par Garrett Hardin dans son article sur la tragédie des communs publié dans la revue *Science* en 1968⁹. Tel est le leurre métaphorique qui prétend fonder l'édifice pseudo-marchand incluant l'air que nous respirons et plus généralement l'ensemble de la biodiversité terrestre, dont nous sommes !

Édifice d'ailleurs mis en pièces par Elinor Ostrom qui a montré comment le respect de la ressource dans le cas de la propriété commune était préférable à la privatisation qui a l'effet inverse. En effet, la théorie de Hardin qu'Ostrom désigne comme une « *théorie de l'inaction collective, prédit à son tour que les individus chercheront à profiter des efforts collectifs des autres sans y apporter de contribution. La conclusion [de Hardin] était qu'il fallait donc soit essayer d'imposer des droits de propriété privée, soit faire appel au gouvernement pour qu'il impose cette solution*¹⁰ ». Qu'il s'agisse de la protection d'un pâturage dans le village de Görbel dans les Alpes suisses, de changement climatique ou encore de protection de la propriété intellectuelle, les solutions préconisées par Ostrom parient sur une logique inverse et ont donc toujours pour préalable une étude approfondie du point de vue des acteurs impliqués. Plus généralement, elle écrit : « *Je suis très heureuse que mes travaux circulent sur le Net, et je suis également contente d'y trouver beaucoup de recherches. Cela devrait nous obliger à adop-*

7. Éditorial de *L'Usine à GES*, n° 73, décembre 2010.

8. F. Boccara, « Économie et écologie. Où en est-on ? », *La Pensée*, n° 363, juillet-septembre 2010, p. 53-69.

9. G. Hardin, « The tragedy of the commons », *Science*, vol. 162, n° 3859, 13 décembre 1968, p. 1243-1248.

10. E. Ostrom, *op. cit.*

ter une attitude respectueuse vis-à-vis du travail de longue haleine fourni par d'autres¹¹.»

La fin du « grand leurre » politique ?

Le grand leurre politique consiste à présenter l'État comme le garant suprême de l'intérêt commun. Par la répétition de ses propres mensonges, sa complaisance de nouveau riche à s'afficher avec les riches d'hier et d'aujourd'hui et son acharnement à ignorer l'ampleur des mouvements populaires qui s'opposaient à sa politique, le pouvoir sarkozyste a certainement contribué à effacer ce leurre. Paradoxalement, le milliardaire américain Warren Buffet l'avait cyniquement annoncé dès novembre 2006 : « *Il y a une guerre de classe, c'est certain, mais c'est ma classe, la classe riche qui fait la guerre et nous sommes en train de la gagner*¹². » La filiale française du consortium des dirigeants de ce monde a défait, jour après jour, la fable de « *la réforme du capitalisme* » inventée par le président Sarkozy dès les premiers mois de la crise financière et l'on a vite compris qu'entre la « racaille » des banlieues et celle du capitalisme financier, le choix était fait depuis longtemps, depuis toujours en réalité. Et contre ce gouvernement, simple factotum du capitalisme financier, les manifestants de l'automne 2010 donnèrent à leur bataille « *la dimension d'une lutte sociale totale contre le néolibéralisme*¹³ ».

C'est à nous de saisir et de désigner les liens réellement existants qu'engendrent le marché et ses serviteurs dans toutes les dimensions, humaines et naturelles, sociales et écologiques de la vie sur Terre. Ces liens, les classes dominantes ont su les tisser au cours des siècles, au prix de souffrances humaines inouïes et de destructions massives de nos habitats terrestres ; et pour elles et leurs idéologues, comme l'écrit Edgar Morin, « *le marché a pris la forme et la force du destin aveugle auquel on ne peut qu'obéir*¹⁴ ». Notre pari est inverse, celui de la créativité et de la coopération des forces trop dispersées qui s'opposent aux injonctions du développement dont le déchaînement irresponsable accélère la dégradation de la biosphère menaçant en retour l'humanité de l'homme. Et l'on peut penser avec Edgar Morin qu'en 2010 s'est affirmée une grande force de résistance « *informatrice et démocratisante* », en Chine comme en Iran, qui a finalement buté sur la violence étatique ; de même que le mouvement social de l'automne en France a provisoirement plié devant l'intransigeance du pouvoir.

Plus récemment en Tunisie, face au bouclage des médias traditionnels et à la censure des médias contrôlés en direct par le dictateur au pouvoir, sa police politique et ses séides du parti unique, la jeunesse a porté la contestation sur le Web, par la diffusion des images et le piratage des sites officiels. Ainsi, les « cybermilitants » ont précipité la chute du dictateur. Comme le confie Khaled, étudiant

11. E. Ostrom, *op. cit.*

12. La citation a été exhumée par Ben Stein, « Class warfare, guess which class is winning », *The New York Times*, 26 novembre 2006.

13. P. Dardot et C. Laval, « Le retour de la guerre sociale », in Collectif, *Tous dans la rue. Le mouvement social de l'automne 2010*, Seuil, Paris, 2011, p. 153.

14. Edgar Morin cite ce proverbe turc : « Les nuits sont enceintes et nul ne connaît le jour qui naîtra », *Le Monde*, 9-10 janvier 2011.

tunisien de 21 ans, « *le soir de la mascarade de Ben Ali, la vitesse de circulation des messages a été multipliée par cinq. 120 personnes m'ont envoyé l'appel, que j'ai transmis à 300 contacts*¹⁵ ». Les messages des internautes ont bien entendu largement débordé les frontières du pays, puisque les Tunisiens se sont adressés à leurs amis de tous les pays voisins pour y faire reculer la peur face aux régimes autocratiques et corrompus de la région. Le message a été entendu en Égypte. Les jeunes Égyptiens ont pris le relais de leurs camarades tunisiens et enclenché un soulèvement populaire porté par l'exigence de liberté ; soulèvement dont le premier résultat tangible a été, le 11 février, la chute de Moubarak, symbole haï d'un pouvoir autoritaire et corrompu. En France même, ils ont contribué à la prise de conscience du cynisme de nos gouvernants qui, jusqu'au bout, ont soutenu les milices et les gangsters de la holding Ben Ali et de son État voyou, et ne se sont à aucun moment désolidarisés du régime ami qui régnait au Caire.

Au-delà et plus globalement, il ne faut surtout pas oublier la déferlante WikiLeaks, annonçant une guerre planétaire d'un type nouveau « *entre, d'une part, la liberté informationnelle sans entrave et, d'autre part, non seulement les États-Unis [...], mais un grand nombre d'États [...], et enfin les banques qui ont bloqué les comptes de WikiLeaks*¹⁶ ».

Nul ne connaît le monde qui naîtra

N'est-il pas dépassé le rêve d'Eve Chiapello, que se constitue « *une nouvelle nébuleuse réformatrice pour inventer le monde de demain*¹⁷ » ? Une nébuleuse réformatrice (selon elle) du capitalisme fondée sur la reconnaissance des limites écologiques du mode de croissance capitaliste et le succès du slogan de l'altermondialisme « *Un autre monde est possible* ». Voici que sous l'effet de la violence des politiques d'austérité naissent, en Europe et sur tous les continents, des mouvements sociaux qui délégitiment les injustices du système capitaliste et dont l'imagination ouvre la voie à de nouvelles possibilités d'action pour un avenir écologiquement viable et socialement juste ; et au-delà, ces mouvements font éclater les bulles et les leurres mystificateurs agités par les porte-parole ventriloques du système politique injuste, sclérosé, aveugle et souvent répressif qui nous domine, presque partout dans le monde. Le slogan « *Je lutte des classes* », lu dans les manifs de l'automne, laisse bien augurer de ces « *issues inimaginables que l'histoire dévoile en se faisant* » qu'évoquait Roland Barthes au siècle dernier¹⁸.

12 février 2011

15. Cité par I. Mandraud, « En Tunisie, la révolution en ligne », *Le Monde*, 18 janvier 2011.

16. E. Morin, *op. cit.*

17. E. Chiapello, « Une nouvelle nébuleuse réformatrice pour inventer le monde de demain », *Le Monde*, 16 juin 2009.

18. J.-M. Durand, « Tous dans la rue : pas de retraites pour le peuple français », *Les InRocks*, 8 janvier 2011.